

DÉLIBÉRATION n°2024-01
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 13 mars 2024

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration
du 13 décembre 2023

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements

Vu le règlement intérieur de l'IEP,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 13 décembre 2023 est adopté.

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : 21 membres

Votes : Refus de participer au vote : 0
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 21

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 13 mars 2024

Le Président
du Conseil d'Administration

Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait : <i>Compte-rendu du conseil d'administration du 13 décembre 2023</i>
Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

Présents

- (1) M. Yann Lejollivet, Président du Conseil d'administration
- (2) M. Éric Hitti (représentant M. David Alis)
- (3) M. Lartigaud (représentant Mme Maryvonne Le Brignonen)
- (4) Mme Corinne Poulain
- (5) Mme Ballu-Gougeon
- (6) Mme Marie-Laure Collet
- (7) M. Vincent Valentin
- (8) M. Romain Pasquier
- (9) M. Thibault Tellier
- (10) M. Emmanuel Couet
- (11) Mme Armelle de Guibert
- (12) M. Gil Desmoulin
- (13) Mme Marta Iglesias
- (14) Mme Adeline Thobie
- (15) Mme Lou Presti
- (16) Mme Louise Riant
- (17) M. Elouan Le Retif
- (18) Mme Angèle Grandhay
- (19) Mme Jade Beniguel
- (20) Mme Charlotte Jegouic
- (21) M. Ludovic Babas
- (22) M. Baptiste Cadeau
- (23) M. David Horn
- (24) Mme Nathalie Pruchon

Représentés

- (25) Mme Laurence Bertrand-Dorléac
- (26) M. David Alis
- (27) Mme Maryvonne Le Brignonen
- (28) M. Jean-Luc Chenut, président du Conseil Départemental
- (29) M. Olivier David
- (30) M. Nicolas Escach
- (31) Mme Claire Toupin-Guyot

Membres ayant voix consultative

- (32) M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
- (33) M. Antoine Hurtaut, Association des Anciens

Invités

- (34) M. Guillaume Julien
- (35) M. Cyril Rams
- (36) M. Luc Neuville
- (37) M. Alain Leroux
- (38) M. Sébastien Chable
- (39) Mme Pauline Cardot
- (40) M. Hugues Parola

Procurations :

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
Mme Maryvonne Le Brignonen	Donne pouvoir à	M. Lartigaud
M. Jean-Luc Chenut	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolivet
M. Olivier David	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
M. Nicolas Escach	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulin
Mme Claire Toupin-Guyot	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulin
Mme Angèle Grandhay	Donne pouvoir à	M. Elouan Le Rétif (jusqu'à 18h)
Mme Adeline Thobie	Donne pouvoir à	Mme Marta Iglesia (à partir de 17h30)
Mme Nathalie Pruchon	Donne pouvoir à	Mme Adeline Thobie
Mme Jade Beniguel	Donne pouvoir à	M. Baptiste Cadeau (jusqu'à 18h)

M. Lejolivet ouvre la séance.

- **Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 25 octobre 2023**

Le procès-verbal du conseil d'administration du 25 octobre 2023 est adopté à l'unanimité.

- **Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 14 novembre 2023**

Le procès-verbal du conseil d'administration du 14 novembre n'a pas encore été reçu. Son adoption est reportée à 2024.

1. FINANCES

- **Tarifs 2024-2025 et droits d'inscription**

Les tarifs resteront constants comme c'est le cas depuis 2019, à l'exception de ceux de la formation continue d'alternance qui passeront de 8500 € à 9200 €, pour tenir compte de l'inflation. Le coût de la formation étant assumé par les institutions d'accueil des alternants, les entreprises et les OPCO, l'augmentation ne touchera pas les étudiants eux-mêmes. En 2024, un travail sur les différentes tranches sera mené pour assurer une progressivité.

La délibération 2023-84A est adoptée à l'unanimité.

- **Tarifs colloques et école d'été**

La délibération 2023-84B est adoptée à l'unanimité.

- **Adoption du budget initial 2024**

M. Diaz note que le contexte macro-économique inflationniste (+13 % sur ces deux dernières années) a touché toutes les institutions et a conditionné l'élaboration du budget initial 2024. Il faut ajouter à cela un contexte de déficit des administrations publiques et une dette publique atteignant les 3000 milliards d'euros qui a conduit le gouvernement à construire un projet de loi finances 2024 impliquant un resserrement budgétaire important dans une période d'augmentation des taux d'intérêt. Sur le plan local, la création de l'Université de Rennes au 1^{er} janvier 2023 a amené les établissements composants à travailler ensemble pour demander des moyens. Le contexte a donc radicalement changé par rapport à l'année précédente.

Le budget initial a été construit selon six axes :

- 1) **L'indispensable coopération et le déploiement du Contrat d'Objectifs et de Moyens (COMP)**, qui est la nouvelle manière de contractualiser avec l'État. Ont été obtenus le financement de projets et 900 000 € de budget porté par l'IEP. L'année sera exceptionnelle, car M. Diaz assumera le rôle de président du Réseau ScPo, ce qui aura une incidence sur l'organisation et impliquera la réception de tous les droits des concours des 12 000 candidats.
- 2) **L'incontournable transformation pédagogique**. D'une part, de nouveaux parcours et projets sont créés avec des partenaires aux complémentarités disciplinaires (doubles diplômes) dans le cadre d'une

réflexion sur les métiers d'avenir. Le COMP dispose d'ailleurs d'un financement pour les métiers en tension. D'autre part, le développement des formations en alternance se poursuit avec l'ouverture à des parcours innovants.

- 3) **Recherche.** Deux chaires de recherches ont été créées en 2023 : Maritimité (4M) et Préserver l'habitabilité de la Terre. Elles correspondent aux besoins académiques de recherche et aux enjeux d'avenir.
- 4) **Des investissements au service de la qualité de vie étudiante** à travers la poursuite de la rénovation des locaux et le financement de projets et investissements (bibliothèque, modernisation des amphithéâtres, installation de casiers, accueil des vélos à l'IEP). Le festival Nos futurs visant à donner la parole à la relève est également un axe important de la vie étudiante et a pu être pérennisé pour les trois prochaines années grâce au financement du COMP.
- 5) **Une politique de responsabilité sociétale et environnementale dynamique.** Des actions d'économie d'énergie se poursuivent (le changement des thermostats représentera un coût de 80 000 €, des panneaux photovoltaïques seront installés sur les toits de l'IEP pour parvenir à une autonomie en termes de consommation électrique et fournir l'école primaire et l'IPAG). Ces actions devraient mener à une labellisation RSE dans les prochaines années. Le programme de démocratisation sera élargi en travaillant avec les lycées professionnels et les territoires. Le rectorat et le ministère de l'Éducation fournissent un accompagnement important sur ce sujet.
- 6) **Poursuivre le développement et la structuration de l'établissement.** La priorité est de faire de l'IEP de Rennes l'IEP du Grand Ouest. L'objectif est de pouvoir atteindre les 1800 étudiants dans les prochaines années. La structuration des fonctions supports doit être finalisée ainsi que celle de l'ensemble des process administratifs.

Il s'agit donc d'un budget de responsabilité s'inscrivant dans un contexte compliqué et incertain qui peut affecter les prévisions faites. L'objectif est de dynamiser les recettes et de rester très prudents sur les dépenses.

Concernant les recettes, la Subvention pour charge de service public (SCSP) est en augmentation grâce aux négociations avec le ministère. Deux emplois de fonctionnaires ont été obtenus l'année passée ainsi que trois emplois pérennes sur le titre III. Il faut ajouter à cela les subventions des collectivités. À noter toutefois que ces subventions ne sont jamais pérennes et qu'il ne faudra pas relâcher les efforts.

Les droits d'inscription sont constants et les ressources propres sont consolidées (parcours en alternance, formation continue, formation des élus, mise en place de la VAE).

Concernant les dépenses, une part importante de la masse salariale est assumée par l'État. L'IEP est responsable de la pérennité des 50 % de ses personnels, des agents contractuels et doit trouver pour cela des ressources propres.

Un plan d'investissement très ambitieux a été mis en place malgré la volonté de maîtriser les dépenses de fonctionnement, notamment avec le projet de la bibliothèque qui implique un déficit de 1 million d'euros. C'est pourquoi le budget est construit sur une logique pluriannuelle.

M. Julien détaille les recettes, programmées à 5 786 331 €. La SCSP couvre environ 30 % des recettes ; les ressources propres et subventions publiques sont accordées par les collectivités pour des sujets précis. La CVEC fluctue en fonction du nombre de boursiers. Les autres financements publics sont également en hausse et se maintiennent. Enfin, les ressources propres se maintiennent au même niveau grâce aux formations en alternance.

Concernant les dépenses, s'élevant à 7 107 561 €, elles sont importantes en raison de la dynamique d'investissement. Les trois grandes enveloppes qui la composent sont celles du personnel (environ 40 %), du fonctionnement courant, et de l'investissement.

Un effort a été consenti concernant les dépenses de fonctionnement, mais elles restent logiquement en hausse, car les activités de l'établissement se développent. Celles liées à la masse salariale augmentent également en même temps que le nombre de personnes recrutées.

M. Parola revient sur le fait que cette augmentation a certes été importante mais maîtrisée sur l'exercice 2023 et a respecté le budget annoncé. Elle s'explique par la mise en place de plusieurs actions nécessaires :

- la création de six emplois pour permettre à l'établissement de fonctionner dans de meilleures conditions et accompagner son développement ;
- la mise en œuvre des nouvelles lignes directrices de gestion relatives au déploiement du régime indemnitaire des enseignants-chercheurs prévu dans le cadre de la LPR (Loi de programmation de la recherche) ;
- la déprécarisation des enseignants contractuels en langues vivantes et la réponse à l'augmentation du recours à l'enseignement vacataire (75 personnes).
- l'absorption des mesures gouvernementales pour soutenir le pouvoir d'achat des agents de l'État qui ont eu un fort impact sur les dépenses (prime inflation, revalorisation du point d'indice et indirectement de l'heure d'enseignement pour les vacataires, etc.).

Le contexte actuel est défavorable aux employeurs publics, car il est celui du plein emploi, ce qui favorise la mobilité sortante, notamment vers le privé et complique les recrutements. Il a fallu repenser l'attractivité de l'établissement.

L'idée pour le budget initial 2024 est donc une stabilisation des effectifs. Comme le COMP a été obtenu, le développement va pouvoir se poursuivre grâce au financement d'un emploi sur chacun des trois projets pendant trois ans (la nouvelle chaire, la pérennisation du festival Nos futurs et le projet des métiers d'avenir).

M. Diaz conclut que le solde budgétaire et le résultat prévus sont négatifs en raison de l'investissement pour la bibliothèque. Le fonds de roulement sera en baisse et le niveau final d'épargne restera à 2310 k€.

M. Rams salue le renforcement des effectifs notamment pour son service, les finances. L'investissement pour la bibliothèque nécessite en effet de puiser dans le fonds de roulement qui était par ailleurs confortable jusqu'à présent. Un établissement public n'ayant pas vocation à thésauriser sa trésorerie, la pratique est donc plutôt vertueuse pour les étudiants et pour Sciences Po. À l'avenir, il faudra continuer à observer et à comparer l'évolution de la masse salariale à celle des recettes. Le budget lui paraît acceptable pour un établissement comme Sciences Po.

M. Neuville trouve logique que les projets structurants qui étaient jusque-là reportés et qui sont désormais à l'ordre du jour pèsent sur le budget. Ils seront bénéfiques sur le long terme. L'augmentation importante de la masse salariale en 2023 joue également de manière logique sur l'équilibre budgétaire. La stratégie de développement de l'institut est une réponse tout aussi logique au resserrement budgétaire du ministère. Toutefois, la corrélation masse salariale-faible augmentation des ressources propres sera un vrai sujet à moyen terme. Il faudra concrétiser la volonté d'augmenter les recettes des ressources propres sur l'année 2024 et les années à venir. Il note malgré tout que cette problématique a été bien identifiée par le Conseil d'administration et que la volonté de maîtriser les dépenses de fonctionnement est intéressante, notamment l'investissement dans des panneaux solaires qui permettra de diminuer à terme les dépenses d'énergies.

M. Le Roux corrobore le contexte financier gouvernemental compliqué et trouve rassurant que l'établissement garde sa trajectoire.

M. Lejollivet ajoute qu'il sera important non seulement d'équilibrer mais d'excéder, non pas pour thésauriser mais pour conserver une capacité d'investissement sans dépendre de prêts ou de subventions.

Il donne lecture de la délibération.

Le budget initial 2024 (délibération 2023-85) est adopté à l'unanimité.

- **Demande de subvention de l'Amicale du personnel**

M. Diaz rappelle que cette association organise des sorties culturelles et des événements de convivialité qui favorise un cadre de vie agréable au travail et la remercie pour cela.

La délibération 2023-86 est adoptée à l'unanimité.

2. MESURES RÉGLEMENTAIRES ET PRATIQUES

- **Adoption des modifications du règlement intérieur suite aux recommandations du rectorat**

M. Diaz explique que l'essentiel du règlement intérieur avait été adopté en juin et que les modifications apportées portent davantage sur la mise en conformité avec les réglementations que sur le contenu.

La délibération 2023-87 est adoptée à l'unanimité.

- **Désignation des élus étudiants au sein de la Commission disciplinaire à l'égard des usagers**

M. Gattepaille rappelle que la Commission disciplinaire est composée de 16 membres renouvelés tous les trois ans pour les représentants enseignants, et tous les ans pour le collège des 8 usagers. La composition devant respecter la parité et 4 étudiantes s'étant portées candidates pour occuper les 4 sièges à pourvoir, elles sont donc membres d'office : Louise Riant, Angèle Grandhay, Jade Beniguel et Charlotte Jegouic. Une élection a été organisée le 11 décembre en ce qui concerne les membres étudiants, avec pour résultats : David Horn (9 voix) Lou Presti (8 voix), Elouan Le Retif (6 voix), Ludovic Babas (6 voix), qui sont donc désignés à la section disciplinaire.

La délibération 2023-88 est adoptée à l'unanimité.

3. PROCÉDURES D'ADMISSION DANS LE DIPLÔME DE L'IEP

- **Convention pour la procédure d'admission en 2e année et en 4e année élèves CPGE**

Mme Iglesias présente tout d'abord l'accès en première année via le concours commun. Le réseau Sciences Po conserve 1140 places, dont 190 pour Rennes. Contrairement à l'année précédente, seules les notes obtenues au concours seront prises en compte, à l'exclusion du contrôle continu, comme tel était le cas avant le covid. L'inscription se fait par Parcoursup du 17 janvier au 14 mars 2024 et est ouverte aux bac+1 et bac+0. Les épreuves restent les mêmes. À noter toutefois que si les candidats peuvent choisir librement leur langue vivante pour l'épreuve dédiée, ils doivent reprendre celle dont ils ont suivi l'enseignement durant leur scolarité lors de leur entrée à Sciences Po.

Le double diplôme INSA-Sciences Po Rennes (appelé FISP) fait l'objet d'un recrutement spécifique. Un classement est réalisé à partir des notes obtenues au lycée avant un entretien mené par deux membres du jury (1 enseignant INSA, 1 enseignant Sciences Po). C'est l'INSA qui organise le tout.

L'accès en 2^e année est destiné uniquement aux élèves des classes préparatoires aux grandes écoles des 27 lycées conventionnés avec Sciences Po Rennes. Une sélection est réalisée par les lycées puis les candidats passent l'épreuve d'admission composée d'un écrit d'une heure sur un sujet de culture générale et d'un entretien de motivation d'environ 15 minutes avec un jury en présentiel à l'IEP de Rennes. Les candidats admissibles aux ENS peuvent postuler directement pour une admission en 4^e année.

Un examen d'entrée direct existe spécifiquement pour le campus des transitions de Caen. Il est ouvert aux candidats ayant validé au minimum 60 ECTS dans n'importe quelle formation. Les étudiants qui entrent sur ce campus ne peuvent toutefois pas basculer sur le campus de Rennes.

La troisième année n'offre pas d'accès direct, car il s'agit d'une année à l'étranger.

M. Desmoulins aborde ensuite les modalités d'accès à la 4^e année et l'admission en cycle master. Tous les étudiants de Sciences Po peuvent intégrer l'un des 17 parcours proposés (à l'exception du double cursus franco-allemand). La sélection se fait en interne et prend en compte la motivation, les capacités d'accueil ainsi que les cours suivis en 2^e année. Le candidat doit présenter des relevés de notes de toutes les années effectuées dans le supérieur et renseigner un questionnaire sur sa personnalité et son projet professionnel. Sa candidature est ensuite examinée par un jury pluridisciplinaire qui s'assure du potentiel d'insertion dans le cursus puis elle est examinée par les responsables des parcours choisis. Les candidats retenus sont enfin auditionnés par un jury d'admission

pluridisciplinaire (30 minutes dont 5 minutes en anglais). Des candidats extérieurs peuvent candidater pour obtenir le diplôme Sciences Po à terme, en suivant une procédure spécifique.

Concernant l'accès en 5^e année, les étudiants inscrits dans un parcours en M1 ont l'accès de droit au M2. Ils ont la possibilité de changer de parcours avec l'accord des responsables respectifs, et peuvent effectuer leur 5^e année dans un autre établissement d'enseignement supérieur. Des étudiants extérieurs peuvent être intégrés ; ils suivent alors la même formation mais n'obtiendront pas le diplôme de Sciences Po à la fin de leur cursus puisque la condition est d'avoir effectué 2 années à minima.

M. Diaz ajoute que la complexité des accès à Sciences Po Rennes permet d'accueillir des étudiants d'autres parcours et relève d'un choix politique de l'établissement pour favoriser les partenariats et l'obtention de diplômes nationaux de master parallèlement à celui de Sciences Po. De cette manière, chaque étudiant sort du cursus de 5 ans avec deux diplômes.

Les délibérations 2023-89, 2023-90, 2023-91, 2023-92, 2023-93 sont adoptées à l'unanimité.

M. Diaz propose ensuite de voter les capacités d'accueil des diplômes nationaux de master qui sont portés en co-accréditation avec des partenaires extérieurs. Ils se répartissent en trois mentions : Politiques publiques, Villes et environnements urbains et Europe et affaires mondiales.

La délibération 2023-94 est adoptée à l'unanimité.

4. RÉSEAU SCPO

- **Convention pour l'organisation de l'admission en première année entre les instituts d'études politiques d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse (2024)**
- **Concours commun 2024 : Règlement d'admission en première année des diplômes « Grade Master – Cursus général » des instituts d'études politiques du Réseau ScPo**

Les délibérations 2023-95 et 2023-96 sont adoptées à l'unanimité.

5. PARTENARIATS

- **Subvention Association des Anciens**

M. Hurtaut, trésorier de l'association, indique que deux co-présidentes ont été élues en juin 2023, Léa Escamel et Justine Dumouchel. Un bilan financier de l'exercice précédent (du 1^{er} juin au 31 mai) et un budget ont été transmis au conseil d'administration. L'association souhaite dynamiser son action dans le local, car les activités organisées permettent d'animer le réseau et donc de mobiliser les anciens pour soutenir les projets pédagogiques de l'IEP. Parmi les événements marquants pour l'année 2024, le trentième anniversaire de la diplomation de la première promotion de l'IEP qui a lui-même fêté son 30^e anniversaire en 2020 ; un projet est en gestation pour ce double anniversaire. Le bureau souhaite également mettre à profit les réserves issues des exercices bénéficiaires pour soutenir des projets portés par les étudiants. L'association sera ainsi partenaire du prix Mirabeau en 2024. Sont également en réflexion des projets de mécénat ponctuel.

M. Lejolviet porte la subvention de 3000 € au vote.

La délibération 2023-97 est adoptée à l'unanimité.

6. VIE ÉTUDIANTE

- **Bilan et répartition du CVEC 2024**

La Commission de la vie étudiante n'ayant pas encore pu être réunie, le bilan et la répartition du CVEV sont reportés au prochain trimestre.

- **Demande de domiciliation de l'association des étudiants du Parcours GENFUT**

L'association sera domiciliée à Sciences Po Rennes sur le campus de Caen.

La délibération 2023-99 est adoptée à l'unanimité.

7. PÉDAGOGIE

- **Modification maquette SEDEFIS 4e année**

De manière très exceptionnelle, une petite modification de la maquette du parcours Sécurité, défense et intelligence stratégique est votée lors de ce conseil d'administration, car il passera en alternance à partir de septembre 2024.

M. Desmoulin précise qu'il s'agit de redescendre un cours de M2 en M1 pour avoir plus de spécialisation plus tôt et préparer une meilleure intégration des étudiants dans les postes d'alternance.

La délibération 2023-100 est adoptée à l'unanimité.

INFORMATIONS DE LA DIRECTION

M. Diaz indique que deux partenariats ont été conclus récemment. Le premier est la signature d'une convention-cadre avec l'Inseac (Institut national supérieur de l'éducation artistique et culturelle), basé à Guingamp. Chaque année, des étudiants de Sciences Po Rennes suivent le master 2 de l'Inseac co-accrédité avec le CNAM. L'objectif est de porter ensemble des projets de recherche, de pouvoir collaborer dans le cadre de l'ouverture prévue du parcours de transition culturelle, et de pouvoir élargir le programme de démocratisation mené dans les lycées. Il s'agit d'intégrer la dimension artistique et culturelle dans la question de la transition.

Le second est un partenariat avec l'École centrale de Nantes qui permettra aux étudiants centraliens qui ont déjà réalisé 4 ans d'études de passer le concours à la 4^e année de Sciences Po Rennes. Ils suivront le cursus de 2 ans et sortiront doubles- diplômés.

Mme Collet souhaite porter à la connaissance du Conseil d'administration l'ouverture d'un fonds Novapex en septembre 2023. Il est destiné à accompagner les projets entrepreneuriaux des étudiants qui se lancent dans la vie professionnelle et souhaitent porter des initiatives relevant de l'innovation sociale, sociétale et environnementale. Les étudiants peuvent le solliciter en déposant un dossier.

M. Lejoliet félicite toutes les équipes de Sciences Po Rennes au nom de tout le Conseil d'administration pour le travail réalisé durant ces 18 derniers mois. M. Diaz se joint à lui pour souhaiter d'excellentes fêtes de fin d'année.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.